

Les révolutions ne garantissent pas la démocratie

Dimanche 13 février, 09h49

 **REUTERS** Patrick Worsnip

Des centaines de milliers de manifestants dans les rues, des slogans scandés, des pancartes brandies, la démission ou la fuite du despote décrié: mais ensuite ?

Cette question ne se pose pas seulement aux Egyptiens dont la mobilisation a eu raison vendredi du président, Hosni Moubarak, au pouvoir depuis près de 30 ans. Elle surgit à l'issue de chaque révolution populaire menée contre des régimes tyranniques en place depuis des décennies.

La vague d'euphorie qui suit la chute d'un régime autocratique est souvent éphémère et s'efface devant l'urgence de mettre en place une société juste et démocratique et de répondre aux attentes des manifestants.

Selon les études consacrées aux libertés dans le monde, les résultats sur le long-terme des soulèvements populaires, à l'image de ceux qui viennent de se produire en Egypte et en [Tunisie](#), où le président Ben Ali a fui le 14 janvier dernier, sont mitigés.

"De nombreuses périodes de transition qui suivent des régimes autoritaires n'ouvrent pas la voie à la liberté", note ainsi un rapport sur l'évolution des libertés dans le monde publié en 2005 par l'organisation de défense des droits de l'homme, Freedom House.

"La liberté qui s'offre (au peuple) après une ouverture politique, comme la chute d'un dirigeant autoritaire, ne garantit pas un résultat optimal en terme de liberté sur du long-terme."

Sur les 67 pays étudiés dans le rapport, 35 sont "libres", 23 sont "partiellement libres" et neuf sont "non libres".

Parmi les solutions proposées par l'organisation américaine pour favoriser la mise en place d'une démocratie durable, la création d'une coalition civile et la poursuite de la non-violence de l'opposition figurent en bonne position.

PASSE DÉMOCRATIQUE

A l'inverse, les analystes estiment que les chances se réduisent considérablement en cas d'arrangement entre l'opposition et l'armée.

Daniel Serwer, un ancien responsable du département d'Etat américain, prend pour exemple la Serbie où les manifestants ont promis aux forces de sécurité qu'elles ne seraient pas poursuivies pour les actes qui ont contribué à chasser le président yougoslave Slobodan Milosevic en 2000.

"Cet accord pèse sur la transition démocratique de la Serbie", estime Serwer, de la Johns Hopkins School of Advances international studies.

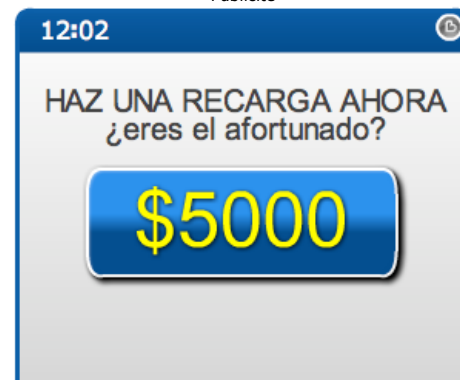
"Les Egyptiens vont très probablement rencontrer un problème du même ordre : ils se sont appuyés sur l'armée pour évincer Moubarak. La question est maintenant de savoir si les forces armées permettront à la révolution d'aller jusqu'au bout", a-t-il ajouté.

Aux yeux de certains analystes, les chances de voir un résultat sur du long terme augmentent si le pays a un passé démocratique.

Aux Philippines, le dictateur Ferdinand Marcos, renversé par une manifestation en 1986, était arrivé au pouvoir à l'issue du processus électoral. La plupart des pays membres du pacte de Varsovie ont pour leur part rejeté le régime communiste soviétique en 1989 avant de rejoindre l'Union européenne.

Dépourvue de passé démocratique, la Biélorussie, indépendante depuis 1990, est le pays qui confirme la règle.

Publicité



Contrairement aux Etats baltes voisins, élevés au rang de démocraties, le président bélarusse, Alexander Loukachenko, au pouvoir depuis 1994, est considéré par les dirigeants occidentaux comme le dernier dictateur européen.

Marine Pennetier pour le service français

